



Renseignement et intelligence économique : complémentarité et divergences culturelles

L'intelligence économique monte en puissance et le renseignement devient un outil incontournable des entreprises pour se maintenir sur le marché mondial. En effet, les techniques du second complètent la première, dont la perception varie selon les pays.

C'est ce qu'a expliqué Éric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, au cours d'une conférence-débat organisée, le 17 septembre 2013 à Paris, par la Mairie de Paris et l'Association IHEDN région Paris-Ile-de-France.

Risques et menaces. Le renseignement d'affaires sert à gérer les risques,

d'abord ceux d'ordre géopolitique ou international. Ainsi, terrorisme et guerre civile rendent nécessaire l'obtention d'informations en amont, avant d'entreprendre des travaux dans un pays du tiers monde. Le grand banditisme infiltre le monde de l'entreprise par le réseau des actionnaires. Il faut aussi surveiller la concurrence et exercer une influence sur les décisions des institutions économiques aux niveaux national et international. S'y ajoutent les risques sociétaux sur les rapports entre individus et groupes humains, notamment le développement de sectes, souvent originaires d'outre-Atlantique, au sein des entreprises. Par ailleurs, profitant du fait que 45% des musulmans d'Europe vivent en France, les adeptes de l'Islam radical infiltrent les syndicats et, par exemple, refusent de serrer la main de leurs collègues féminins ou manifestent un comportement sectaire, comparable à la « scientologie ». L'évolution préoccupante du militantisme écologique, au nom de la sécurité du consommateur ou de la défense des animaux ou de la planète, peut représenter une menace pour certaines entreprises. Selon Éric Denécé, le processus commence par un petit groupe autour d'un théoricien du sujet. Puis une association se met en place et se lance dans le prosélytisme à la sortie des supermarchés. Cela peut déboucher, par exemple, sur l'interdiction de la consommation du foie gras en Californie. L'activisme violent se manifeste par des intrusions dans les laboratoires et même par des attentats à la bombe au nom de « la cause ». Par ailleurs, le temps libre a doublé en une vingtaine d'années, en raison de l'entrée tardive des jeunes sur le marché du travail, de l'accroissement du chômage et de l'allongement de la durée de la vie. Par désœuvrement, certains se laissent entraîner dans des organisations « éco-terroristes », qui peuvent aller jusqu'à s'allier à des mouvements politiques d'extrême-droite, par exemple, opposés à l'abattage rituel des moutons. Ces implications pour toute une société relèvent du renseignement. Il s'agit de savoir quels sont ces mouvements et comment ils pourraient s'en prendre aux entreprises. En outre, la cyberguerre, omniprésente, se matérialise surtout par le cybersabotage, mais pas encore par le cyberterrorisme . « *Le monde des affaires n'est pas éthique*, indique Éric Denécé, *mais il facilite la créativité intellectuelle pour trouver des solutions* ». L'espionnage économique, par intrusion dans les locaux d'une entreprise et photocopies de documents confidentiels, est plus rapide et moins cher que l'intelligence économique, mais guère créatif. En outre, il est puni par le code pénal de tous les pays. En revanche, la consultation sur internet de l'annuaire téléphonique, du « trombinoscope » et de l'organigramme d'une entreprise, complétée par une enquête par téléphone, n'a rien d'illégal. Cette méthode

permet de comprendre beaucoup de choses sur elle.

Approche française. Les Grandes Ecoles françaises forment des individus, dont la carrière s'annonce brillante dès l'âge de 25 ans. Toute information remettant cette certitude en cause est mal vue, souligne Éric Denécé. « *Par nature, l'élite française sait !* ». Or, ces élites politique, militaire et économique se caractérisent par la faiblesse de leur culture du renseignement, qu'elles confondent avec l'espionnage. « *On pense que tout ce qui ne provient pas de source ouverte est de l'espionnage* ». Pourtant, depuis 1995, l'Etat déploie beaucoup d'efforts pour faire évoluer cette forme de handicap culturel, à savoir le refus du renseignement, synonyme de « coups tordus » et de manipulations. Par ailleurs, conséquence de l'héritage du « siècle des lumières », l'économie, considérée comme un champ d'action pacifique et non pas d'affrontement pour détruire les ressources d'autrui, doit reposer sur des normes. L'Etat a alors développé une logique de l'offre par la création de cycles d'études supérieures spécialisées. Il existe aujourd'hui 45 « Master II » qui forment chaque année 900 étudiants... qui trouvent difficilement un emploi ! En outre, les cabinets d'intelligence économique foisonnent en France, mais moins de 20 cumulent les expériences du renseignement et de l'entreprise. Si l'Etat agit en stratège, les entreprises, surtout petites et moyennes, constituent les gros bataillons. Or, 90 % d'entre elles pensent que l'espionnage économique constitue une « *arme magique* » pour conquérir les marchés, sans avoir besoin d'investir.

Culture anglo-saxonne. Commerçants par nécessité, les Britanniques se sont intéressés très tôt aux cartes et savoir-faire maritimes, terreau de leur culture du renseignement. Pendant la seconde guerre mondiale, les autorités militaires américano-britanniques ont employé des économistes pour planifier les bombardements sur l'Allemagne. Ces méthodes du renseignement technique s'appliqueront au « marketing » dans les années 1960. Par ailleurs, les « fils à papa » américains diplômés d'université, envoyés faire la guerre dans les services de renseignement, entretiendront par la suite les liens entre ce monde et celui des affaires. Puis, la mentalité historique de la conquête de l'Ouest sera transposée sur celle des marchés à dominer. La Grande-Bretagne a institué des diplômés d'intelligence économique... après 30 ans d'expérience en la matière ! Ses cabinets spécialisés emploient 200 à 300 personnes, contre 2 ou 3 par leurs concurrents français. En général, dans les pays anglo-saxons, les associations professionnelles prennent l'initiative, pas l'Etat. De plus, les personnels

politiques vont travailler dans les entreprises privées et vice-versa. « *En 2013, indique Éric Denécé, il faut encore tout expliquer* » aux Français, tandis que les Britanniques leur disent : « *You think, we do* » (vous pensez, nous faisons) !

Loïc Salmon

Sûreté : élément stratégique des entreprises internationales

Le Centre français de recherche sur le renseignement regroupe une quinzaine de chercheurs, qui analysent le renseignement à travers l'Histoire et son fonctionnement aujourd'hui. Il identifie et suit les nouvelles menaces : terrorisme, conflits, espionnage économique, criminalité internationale, cybermenaces et extrémisme politique et religieux. L'intelligence économique consiste à collecter, analyser, valoriser, diffuser et protéger l'information économique stratégique, afin de renforcer la compétitivité d'un Etat, d'une entreprise ou d'un établissement de recherche. En France, la Délégation interministérielle à l'intelligence économique a été créée par décret en 2009.